

Élections cantonales: le Jura bernois débat!

SEfFB

Syndicat des Enseignant-es
francophones de
FORMATION BERNE

À l'approche des votations bernoises du 29 mars prochain, la section francophone de Formation Berne (SEfFB) a organisé le 23 février à la Couronne à Sonceboz, une soirée-débat réunissant six candidat-es au Grand Conseil. Moussia von Wattenwyl (Les Verts-e-s), Tom Gerber (PEV), Peter Gasser (PS), Théo Brand (PVL), Anne-Caroline Graber (UDC) et Simone Schnegg (UDF) ont répondu favorablement à l'invitation du syndicat.

Le format, s'inspirant de «La Suisse débat», a permis des échanges directs, sans modération classique, favorisant une parole libre, mais aussi révélatrice des clivages politiques qui traversent la politique cantonale en matière de formation.

Malgré des sensibilités différentes, un constat a largement fait consensus lors de la soirée: la surcharge du métier d'enseignant-e n'est plus conjoncturelle, mais structurelle. Hétérogénéité croissante des classes, augmentation des attentes sociales, pression parentale, multiplication des tâches administratives et élargissement des responsabilités éducatives témoignent d'une transformation profonde de la profession.

La question du coenseignement, posée comme réponse possible pour diminuer la charge et préserver la santé du personnel, a cristallisé les positions. Parmi les candidat-es favorables à cette mesure, un point commun s'est dégagé: il ne s'agirait pas d'une généralisation systématique, mais d'un dispositif ciblé et activé lorsqu'un réel besoin pédagogique ou organisationnel est identifié. Cette approche s'inscrit dans une logique d'investissement à long terme, visant une meilleure différenciation pédagogique, un accompagnement renforcé des élèves en difficulté et une prévention plus efficace de l'épuisement professionnel. Il est d'ailleurs à relever que des modèles proches existent déjà dans les deux parties linguistiques avec la Basisstufe et le cycle élémentaire, des structures qui prévoient un encadrement renforcé dans les premiers degrés de la scolarité.



D'autres candidat-es ont cependant exprimé des réserves d'ordre financier et organisationnel, évoquant le risque d'alourdissement administratif, de tensions de coordination et de pression sur les salaires.

Priorités budgétaires et choix de société

Au fil des échanges, la question du financement s'est imposée comme le véritable nœud du débat. Investir davantage dans l'école suppose-t-il de renoncer à certaines baisses fiscales? Le budget cantonal permet-il réellement de nouvelles mesures ou impose-t-il une stricte discipline financière? Derrière ces interrogations se dessinent des visions politiques contrastées: pour certain-es, la forma-

tion constitue un investissement stratégique majeur, garant de la cohésion sociale et de la prospérité future; pour d'autres, la prudence budgétaire commande des choix ciblés et mesurés. Ces positions ne relèvent pas uniquement d'arbitrage technique, mais d'une conception globale du rôle de l'État. Pour le monde enseignant, l'enjeu est concret: les décisions budgétaires se traduiront directement par une évolution des effectifs, des dispositifs de soutien ou, à l'inverse, par une pression accrue sur les équipes et les salaires.

La seconde partie de la soirée, organisée en tables rondes libres, a permis d'approfondir ces questions sous un angle plus pratique grâce au concours du public présent. Les participant-es ont pu circuler entre les candidat-es et discuter, notamment, de la réduction éventuelle du programme obligatoire et de la question sensible de la qualification des personnes appelées à gérer une classe (on rappelle ici qu'il n'est actuellement pas obligatoire d'avoir un diplôme pédagogique pour pouvoir enseigner dans le canton de Berne). Ces échanges ont mis en lumière des préoccupations concrètes: surcharge administrative persistante, pression parentale, intégration des élèves allophones, attractivité du métier et santé psychique des jeunes. La richesse de ces discussions a montré combien les défis actuels dépassent la seule organisation pédagogique et touchent aux conditions globales de la profession.

En clôture, chaque candidat-e a disposé d'une minute pour formuler son plaidoyer. Si les propositions ont reflété des sensibilités politiques différentes, un point commun s'est dégagé: la reconnaissance des importants défis auxquels l'école est confrontée et la nécessité d'y apporter des réponses structurelles. Les interventions ont mis en évidence des visions contrastées quant aux moyens à mettre en œuvre (coenseignement ciblé, assistant-es scolaires formé-es, réduction des effectifs), mais aussi une volonté partagée d'inscrire la formation parmi les priorités cantonales. Au-delà des divergences, la soirée a illustré la vitalité du débat démocratique et la place centrale qu'occupe l'école dans les choix politiques à venir.

Directions d'école: un levier déterminant pour la santé du personnel

En plus des dispositifs structurels évoqués tout au long de la soirée, un élément est apparu comme déterminant dans la prévention de l'épuisement professionnel: la qualité du soutien apporté par les directions d'école. Plusieurs interventions ont rappelé que le climat d'établissement, la reconnaissance du travail accompli et la gestion des situations conflictuelles jouent un rôle central dans la santé du personnel enseignant. Dans un contexte marqué



par des exigences croissantes, des attentes parentales fortes et des situations parfois complexes, une direction soutenance et bienveillante constitue un véritable facteur de protection. À l'inverse, un manque d'écoute, de clarté ou de soutien institutionnel peut accentuer la pression et fragiliser durablement les équipes. La question des directions ne relève donc pas seulement du management, mais aussi des conditions-cadres de l'école publique. Investir dans la formation des directions, clarifier leur rôle et renforcer leur capacité à accompagner le corps enseignant apparaît comme un axe complémentaire et indispensable aux mesures structurelles discutées. Une école forte repose autant sur des moyens pédagogiques adéquats que sur un leadership institutionnel capable de soutenir et de protéger celles et ceux qui la font vivre au quotidien.

Un message clair à l'approche du 29 mars

Cette soirée a démontré que, derrière des propositions diverses, la question centrale demeure celle des conditions-cadres de l'enseignement. Santé du personnel, attractivité du métier, stabilité des équipes, qualité de la formation et directions bienveillantes sont intimement liées. À l'approche des élections, le signal adressé au public est clair: les choix politiques opérés au Grand Conseil auront des conséquences directes sur le quotidien des enseignant-es et sur l'avenir de l'école bernoise.

Pour le SEfFB, l'enjeu est désormais de transformer ce débat en engagements concrets en faveur d'une école publique forte, soutenue et respectée. Notre initiative sur la formation va dans ce sens et nous vous en reparlerons prochainement puisque d'importantes discussions auront eu lieu ce printemps au Grand Conseil. Dans tous les cas, n'oubliez pas: allez voter!

Silvie Devincenti

Publicité



Vous cherchez une idée de sortie en nature ?

Découvrez les animations pédagogiques du Parc du Doubs et les nouvelles expositions du Centre Nature Les Cerlatez à Saignelégier (JU) !

Informations et réservations
sur notre site internet



Centre Nature Les Cerlatez